

Quand la modernité altère l'identité: Les Chagga face à la nouvelle gestion de l'eau sur le Kilimandjaro, Tanzanie

Léa Sébastien

▶ **To cite this version:**

Léa Sébastien. Quand la modernité altère l'identité: Les Chagga face à la nouvelle gestion de l'eau sur le Kilimandjaro, Tanzanie. Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux, 2016, 69 (273), pp.81-114. hal-02782427

HAL Id: hal-02782427

https://univ-tlse2.hal.science/hal-02782427

Submitted on 4 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand la modernité altère l'identité

Les Chagga face à la nouvelle gestion de l'eau sur le Kilimandjaro, Tanzanie

Léa Sébastien[1]

Introduction

Le Kilimandjaro est à 5 895 m la plus grande montagne isolée du monde et le plus haut sommet d'Afrique, situé en Tanzanie. Ce pilier est-africain est présenté comme un étalon écologique, puisque les écosystèmes de l'Équateur à l'Arctique s'y succèdent verticalement. Le Kilimandjaro est la zone première de captage des eaux de Tanzanie ; il alimente le bassin de Pangani, un des plus grands bassins du pays qui charrie l'eau du Kilimandjaro vers l'océan Indien. Tout le nord de la Tanzanie dépend directement de l'eau de la montagne pour l'eau de boisson, l'eau domestique, les activités agricoles et la production d'énergie (UNEP, 2004). Or, on constate une diminution généralisée de la ressource en eau sur les pentes de la montagne, avec une baisse drastique du débit de la rivière Pangani depuis 40 ans et la ville de Moshi, pourtant au piémont, est parfois en état de stress hydrique (Mbonile, 2005).

On en sait peu sur l'évolution des ressources naturelles, l'occupation du sol, ou l'impact des activités humaines sur le Kilimandjaro et plusieurs facteurs sont à l'étude pour expliquer ce manque d'eau. D'abord, les changements climatiques dans la région du Kilimandjaro ont provoqué une augmentation des températures depuis les années 1950 (Hay *et al.*, 2002) et des précipitations en baisse sur un siècle (Shaghude, 2006). En parallèle, le glacier a perdu 82 % de son volume entre 1912 et 2000 (Thompson *et al.*, 2002), ce qui peut entraîner des bouleversements importants tant sur les écosystèmes que sur l'hydrosystème.

Ensuite est invoquée la déforestation, les écosystèmes d'altitude ayant été transformés de manière significative par l'industrie du bois, pour les besoins de culture ou bois de feu (Zolongo *et al.* 2000), par la plantation sur une grande échelle d'arbres à croissance rapide par le gouvernement (Lamprey et Michelmore, 1991) et par de nombreux feux sur la montagne, allumés lors de la récolte du miel, pour le braconnage ou pour l'expansion agricole (Hemp, 2006). La forêt d'altitude a perdu environ 50 km^2 depuis les années 1950 (Yanda et Shishira, 2001) ce qui impacte directement l'érosion des sols et l'interception des eaux de pluie.

Un autre facteur étudié concerne l'augmentation des demandes en eau au sein du bassin de Pangani, à la fois en plaine (élevages, culture des fleurs d'Arusha, centrales hydroéléctriques, villes du piémont) et en altitude avec le développement touristique et l'intensification des pratiques agricoles par les paysans chagga, peuple de la montagne dont la population croît de 3 % par an (Price et Butt, 2000). En conséquence de ces besoins en compétition, les niveaux d'eau dans les réservoirs sont très bas et la montagne ne parvient plus à répondre aux différentes demandes en eau (Madulu, 2003).

[1] Université Toulouse Jean Jaurès, Centre CNRS GEODE, Maison de la recherche, 5 av. Antonio Machado, 31058 Toulouse Cedex 9, lea.sebastien@univ-tlse2.fr

Le gouvernement tanzanien lance en 1991 la politique nationale de l'eau qui met fin à l'ère de la gratuité de l'eau dans les campagnes et introduit le principe du partage des coûts des opérations de maintenance et de distribution entre utilisateurs. Cette politique de l'eau implique une modernisation des infrastructures de fourniture d'eau ainsi qu'une marchandisation de la ressource. La loi révisée de 2002 met en théorie l'emphase sur une approche participative et adaptée à la demande de la distribution de l'eau (URT 2002). Mais cette politique ne semble pas avoir les effets escomptés, étant donné que les conflits liés à l'eau explosent sur la montagne, touchant à la fois les basses et hautes terres, et que la ressource continue de diminuer (Sébastien, 2010).

Nous souhaitons ici étudier l'identité territoriale chagga et son évolution face aux changements tant naturels qu'institutionnels liés à la ressource en eau sur le Kilimandjaro. La première partie de l'article présente notre approche théorique des notions d'identité territoriale et de la ressource en eau, toutes deux à l'interface entre relations sociales et spatiales. L'eau a été choisie comme objet d'étude permettant d'appréhender les changements d'identité territoriale car pour les Chagga vivant en altitude, l'eau représente un élément central de leurs relations sociales comme des liens au territoire (Tagseth, 2002 ; Mbonile, 2005). La seconde partie présente l'approche méthodologique, le terrain d'étude, les villages ciblés, les acteurs rencontrés et l'outil utilisé intitulé l'Acteur en 4 Dimensions (A4D). Un état de l'art sur l'identité chagga et sur la politique de l'eau en Tanzanie est ensuite exposé, suivi des résultats de notre analyse en partie 4. La discussion souligne la centralité de l'eau dans le système socio-patrimonial chagga, cristallisant les conflits entre tradition et modernité et engendrant de forts attachements territoriaux. Notre travail révèle des écarts importants de pratiques, représentations et savoirs entre acteurs à propos de l'eau qui gomment peu à peu l'identité territoriale chagga.

I Cadre théorique

1 L'identité territoriale comme système socio-spatial

La notion d'identité apparaît dans les travaux de géographie comme étant à la fois la source et le fruit de plusieurs processus : identification du groupe à l'espace de vie qui est le sien ; projection sur le territoire d'une conception du monde et de la structure du groupe lui-même ; inscription de formes spatiales visant à singulariser le groupe aux yeux des autres (Debarbieux, 2007).

On retrouve quatre usages de la notion d'identité dans la littérature :

- L'identité numérique, géographique ou spatiale : de nature ontologique, qualifie l'être d'une chose, la « personnalité » des entités géographiques, les incidences du milieu naturel sur les peuples qui l'habitent. Longtemps étudiée en géographie, cette identité que nous appellerons spatiale dans cet article est plus rarement appréhendée aujourd'hui.

- l'identité sociale : identité attribuée ou imputée par d'autres à un individu ou à un groupe pour le situer dans une représentation de la société. L'identité sociale est beaucoup étudiée en

ethnologie, en sociologie et plus spécifiquement en anthropologie de l'espace et géographie culturelle.

- l'identité individuelle ou personnelle : conscientisation de soi, rôle des expériences des lieux et des trajectoires individuelles dans la constitution de l'identité de l'individu. Parent pauvre des travaux géographiques, l'identité individuelle est approchée en psychologie.

- l'identité collective : volonté partagée par plusieurs individus d'appartenir à un même groupe. On parle de sentiment d'appartenance, d'identification commune. Il s'agit là de l'identité la plus appréhendée en géographie, où l'on cherche à identifier les modalités selon lesquelles se construisent les représentations et les actions collectives dans et par l'espace.

L'éventail des acceptions est considérable au point qu'on a suggéré de renoncer au terme d'identité et de lui substituer des substantifs plus analytiques (Brubaker, 2001). Nous préférons conserver le terme et la variété de ses acceptations pour mieux les faire jouer ensemble. Notre approche souhaite ainsi intégrer l'ensemble de ces quatre caractéristiques propres à l'identité territoriale ; on tentera alors de différencier ces acceptions ainsi que leurs interactions dans notre analyse de terrain.

À propos des interactions entre social et spatial, l'idée selon laquelle les identités sociales sont co-extensives aux identités spatiales constitue une des formulations les plus anciennes et les plus récurrentes de la pensée géographique. « La relation aux territoires et aux lieux paraît dans bien des cas, un facteur de consolidation, voire de facilitation de la formation des identités sociales » (Di Méo, 2004). Il s'agit ici de souligner l'importance de l'espace dans la construction identitaire tant individuelle que collective. On peut parler ici d'appropriation « symbolique » ou « identitaire », où une portion d'espace terrestre est associée à un groupe social au point de devenir l'un de ses attributs, c'est-à-dire de participer à définir son identité sociale (Ripoll et Veschambres, 2005).

> « Lorsqu'on juxtapose les notions d'identité et de territoire, on évoque en général un espace communautaire, à la fois fonctionnel et symbolique, où des pratiques et une mémoire collective construites dans la durée ont permis de définir un "nous" différencié et un sentiment d'appartenance » (Jolivet et Léna, 2000).

L'adéquation entre entité géographique et identité sociale peut être pensée comme une des modalités possibles de la spatialité des groupes et des constructions géographiques qui en résultent.

À propos des interactions entre identités individuelles et collectives, de plus en plus d'auteurs s'y intéressent mais la géographie peine à s'ouvrir au champ individuel et se maintient dans l'étude des identités collectives, puisant dans la configuration spatiale le matériau principal de l'identification d'un groupe (Guérin-Pace, 2007). Pourtant, la nécessité de prendre pleinement en compte la dimension personnelle et subjective dans l'analyse des identités collectives a déjà été soulignée par quelques géographes comme Entrikin (1998) ou Berque (2004). Prendre en compte les trajectoires individuelles et interroger les populations sur leur sentiment d'appartenance à un territoire et la participation de celui-ci dans la formation des identités individuelles est un préalable nécessaire à la compréhension de la formation des

identités collectives. Car comme l'a montré Bart (1969), plusieurs groupes, chacun possédant sa propre identité, peuvent habiter le même territoire, sans avoir pour autant les mêmes rapports à ce territoire en termes d'appartenance, d'appropriation ou de revendications.

Afin d'appréhender les changements en matière d'identité collective sur un territoire, nous souhaitons ici mettre l'accent sur l'analyse des identités individuelles, composées de dimensions sociales et spatiales. Sur le plan social, l'identité individuelle intègre les prises de position de l'individu dans l'espace public et l'identification à un ou plusieurs collectifs. C'est ce qu'Arendt (1961) définit comme « la présence active du sujet dans l'espace public » ou Taylor (1998) comme « l'horizon à l'intérieur duquel un individu est capable de prendre position ». On trouve aussi dans la littérature les expressions d'identités de résistance ou d'identités de projet, lesquelles font référence à cette dimension sociale, publique et politique de l'identité individuelle.

Sur le plan spatial, l'identité individuelle intègre la conscience de soi dans son rapport à l'environnement immédiat, à savoir les émotions, croyances, valeurs et objectifs d'un individu à propos d'un lieu (Proshansky *et al.,* 1983). À chaque individu est attaché un ensemble de lieux (lieux de naissance, d'origine familiale, d'habitat, de loisirs mais aussi lieux de vie souhaités ou de projets éventuels) lesquels constituent le patrimoine identitaire géographique de chacun qui, selon les individus et les moments de la vie, sera en partie ou non mobilisé. (Guérin-Pace, 2007). L'attachement affectif ou émotionnel est une réponse socialement construite qui implique un lien fort au lieu, jusqu'à ce que le lieu devienne partie de l'identité de l'individu (Stokols et Shumaker, 1981). Parler d'identité par le territoire revient à évoquer la contribution d'un lieu érigé en territoire à la formation d'une identité personnelle. Il s'agit là d'appréhender le rôle des lieux dans le processus individuel de construction identitaire, de questionner le statut des objets géographiques dans « l'identité conscience de soi » (Debarbieux, 2007).

Dans cet article, nous nous proposons d'analyser l'identité d'un territoire via ces quatre acceptions et de leurs interactions. Le tableau suivant récapitule notre approche théorique de la notion d'identité territoriale.

Identité territoriale	*Identité sociale* ⟷	*Identité spatiale*
Identité individuelle ↕	Prises de position, actions dans le jeu d'acteurs	Attachement au lieu, rapports à l'environnement
Identité collective ↕	Capital social, reconnaissance des autres	Conscience spatiale partagée

Tableau 1 - Approche théorique de la notion d'identité territoriale

Nous définissons la notion d'identité territoriale comme réunissant les relations des hommes à d'autres hommes (identité sociale) et les relations des hommes à l'espace (identité spatiale), d'un point de vue individuel et collectif. Afin d'opérationnaliser cette approche théorique sur le terrain, nous analyserons l'identité sociale via le rapport social et l'identité spatiale à travers ce que nous nommons le rapport patrimonial (Sébastien, 2014). C'est l'infinité des relations liant les acteurs entre eux et les acteurs aux objets de l'espace qui crée l'identité territoriale, laquelle intègre constructions personnelles mais aussi sociales et culturelles ; représentations mais aussi pratiques des lieux (Relph, 1976 ; Stock, 2006). C'est à partir de ce cadre conceptuel d'analyse que nous souhaitons analyser l'identité territoriale chagga et son évolution face aux changements en matière de gestion des ressources naturelles sur la montagne, en particulier l'eau.

2 L'eau comme élément social et spatial

L'eau, au-delà de sa centralité comme base de reproduction de la vie, est l'une des ressources les plus imbriquées dans les rapports sociaux et culturels (Budds, 2009 ; Bédoucha, 2011 ; Casciarri et Van Aken, 2013) et de nombreux chercheurs comme Strang (2005) ou Mosse (2008) étudient la ressource en eau pour décrypter la complexité des systèmes sociaux en parlant de « cycle hydrosocial » et « d'eau relationnelle ». L'eau est transformée par le rapport social qui à son tour se trouve modifié par l'eau et ainsi de suite. C'est cet aller-retour entre société et eau qui engendre la diversité des eaux comme des processus socioculturels. Qu'il s'agisse de la recueillir, de se l'approprier ou de la partager, l'organisation nécessaire est si complexe que la gestion de l'eau a été souvent l'un des fondements de la construction de la société. S'intéresser à l'eau permet aussi d'examiner la manière dont les dynamiques globales prennent forme au niveau local au travers des idéologies de l'irrigation, des régimes de gestion des ressources, des mobilisations de savoirs, des luttes de pouvoir.

Ainsi la ressource en eau est-elle fréquemment appréhendée dans la littérature pour son rapport social mais cette faculté relationnelle de l'eau ne doit pas gommer sa naturalité. Tout comme l'identité territoriale est composée de facteurs sociaux et spatiaux, notre propos est d'ajouter à l'analyse des relations sociales, les relations aux objets territoriaux engendrées par la ressource en eau, un domaine de recherche moins développé dans la littérature. Il s'agit là d'analyser les dimensions sensibles de l'environnement, c'est-à-dire les différents liens que l'homme a su tisser avec son hydrosystème, un rapport post-moderne à l'espace. Notre postulat est qu'une ressource naturelle comme l'eau peut être non seulement porteuse de relations sociales mais aussi de liens affectifs au territoire dans lequel elle s'inscrit, et que nier ces liens affectifs peut perturber les pratiques et savoirs des acteurs à propos de l'environnement, et ainsi toucher à l'identité territoriale. S'intéresser à l'eau en tant qu'objet porteur d'identité territoriale implique alors d'approfondir l'analyse des représentations sociales en tant qu'éléments d'articulation entre l'individu et son environnement, encadrant des actions individuelles et ou collectives (, 2003). Les représentations de l'eau dépendent des considérations que les hommes ont d'eux-mêmes, de leur rôle dans la perpétuation de la vie, du regard qu'ils portent sur les éléments naturels dont ils dépendent. Les choix en termes de gestion de l'eau sont alors guidés par la morphologie du territoire, par les intérêts politico-économiques, et par des représentations sociales historiquement et culturellement marquées.

L'eau, considérée ici comme entité relationnelle et entité affective, à l'interface entre identité sociale et spatiale, représente alors un objet d'étude pertinent dans l'analyse de l'identité territoriale.

II Approche méthodologique

1 Présentation du modèle

Afin de saisir l'évolution de l'identité territoriale chagga sur le Kilimandjaro au prisme des changements liés à la ressource en eau, nous utiliserons le modèle de l'Acteur en 4 dimensions (A4D), lequel appréhende un jeu d'acteurs territorial à la fois par les relations que tissent les acteurs entre eux (rapport social) et par les liens existants entre les acteurs et différents objets qui composent le territoire, d'un point de vue naturel ou culturel, relation qualifiée de rapport patrimonial (Sébastien, 2006). Le *rapport social* est construit d'après la théorie de l'acteur social (Crozier et Friedberg, 1977) et se scinde en deux dimensions : *coopération* et *conflit.* Il s'analyse via les interrelations multiples qui lient ceux qui décident, perçoivent, s'opposent, s'allient, aménagent un territoire (Moine, 2006). Ces acteurs sont concrets, repérables, ils font les territoires au travers des subtiles relations qu'ils entretiennent entre eux et auprès des objets patrimoniaux. Le *rapport patrimonial* est construit d'après le concept de patrimonialisation (Micoud, 2000) et d'éléments de psychologie de l'espace (Moles, 1995) et se scinde en deux dimensions : *cohabitation* et *domination.* Le patrimoine fait référence au temps, et donc à la mémoire, et possède également une assise spatiale, une référence géographique (François, 2006). L'identification du patrimoine et la gestion de la nature passent par la confrontation de formes différentes de légitimités qui s'expriment dans les manières d'habiter, d'exploiter ou d'utiliser l'espace (Alphandéry et Bergues 2004). Si l'on reprend notre approche théorique de l'identité territoriale, l'identité sociale sera appréhendée via le rapport social et l'identité spatiale via le rapport patrimonial, d'abord dans une démarche individuelle puis lors d'une analyse collective (tabl. 2).

Identité territoriale	*Identité sociale*	*Identité spatiale*
Identité individuelle	Rapport social	Rapport patrimonial
Identité collective		

Tableau 2 - Liens entre approche théorique et méthodologique

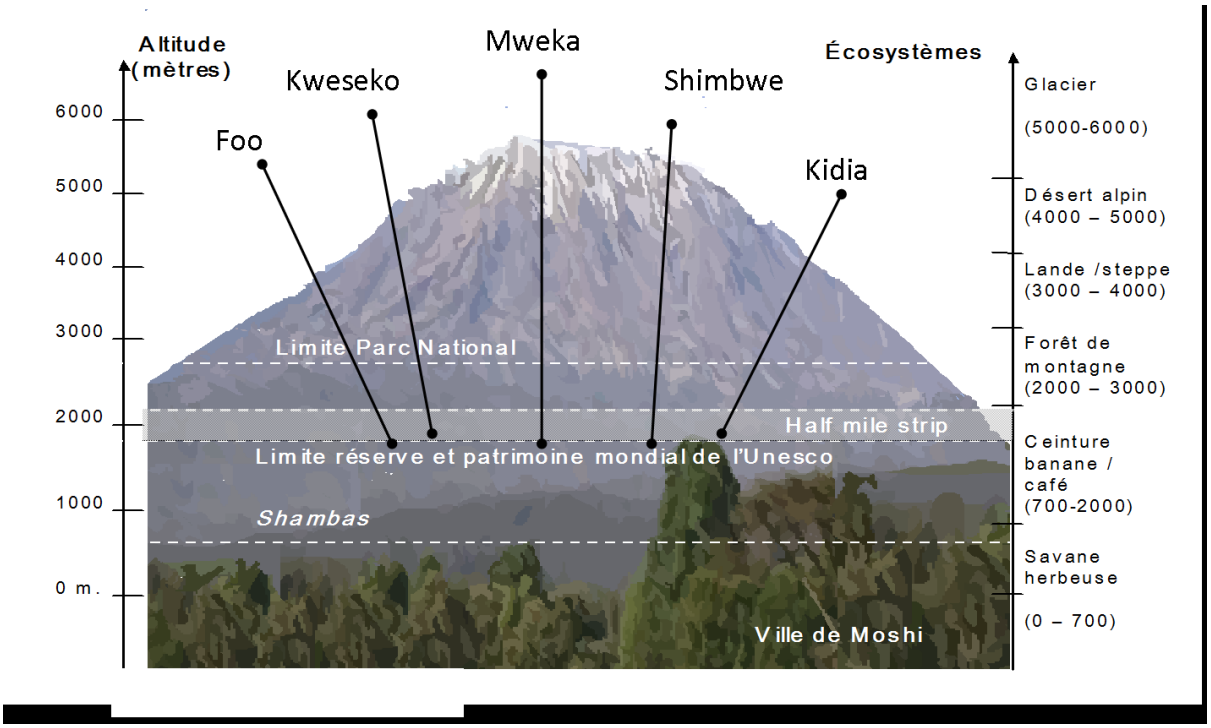
L'A4D propose *in fine* une radiographie des acteurs et permet de qualifier les groupes de façon neutre, à travers l'*empreinte territoriale*, qui résulte de la combinaison du *rapport social* et du *rapport patrimonial* (voir Sébastien 2006 pour davantage d'éléments méthodologiques). L'originalité de ce modèle se situe dans la réunion des relations sociales et des relations homme-nature, deux thèmes encore trop souvent abordés indépendamment. Comme le dit Michel Serres (1992), « par les contrats exclusivement

sociaux, nous avons laissé le lien qui nous rattache au monde, celui qui relie le temps qui passe et coule au temps qu'il fait, celui qui met en relation les sciences sociales et les sciences de l'univers ». Autrement dit, il n'existe pas de collectif humain sans choses : les rapports entre les hommes passent par les choses, nos rapports aux choses passent par les hommes. L'objectif de l'outil est à la fois de favoriser le dialogue entre parties intéressées et d'aider un médiateur à résoudre des conflits environnementaux locaux (Sébastien, 2014).

L'identité territoriale se renouvelant au fil de l'histoire au travers d'une dynamique d'accumulation collective des savoir-faire (pratiques), savoir-être (représentations) et des savoirs (connaissances) vis-à-vis des autres acteurs et de leur milieu (Donnadieu, 2002 ; Manzo et Perkins, 2006), sur le terrain, la méthode consiste à mener des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs territoriaux et d'analyser leurs discours en fonction de ces trois catégories composant les ensembles humains (rapport social) et non-humains (rapport patrimonial) du territoire. L'analyse des convergences et antagonismes entre acteurs que révèle notre analyse des discours sert à mettre au jour les différentes valeurs présentes dans l'action sur le territoire, où l'enjeu est le maintien de caractéristiques d'un espace considérées comme constitutives des valeurs liées à cet espace (Melé, 2003) et donc de son identité territoriale.

2 Présentation du terrain d'étude

Le mont Kilimandjaro, sous domination allemande puis anglaise, est transformé en réserve de chasse dès les années 1920 (Mwageni, 1992). Les produits forestiers ne pouvaient être prélevés qu'avec une licence forestière en règle, une première barrière aux usages traditionnels chagga (Kivumbi et Newmark 1991). Dans les années 1930, le Conseil chagga demande au gouvernement colonial un droit d'accès à la forêt et en 1941, l'État britannique concède aux Chagga une ceinture forestière d'une largeur de 800 m, à la lisière de la réserve appelée la *half-mile strip*. Cette bande de terre est gérée par l'autorité locale chagga d'abord, puis par les conseils de district en 1962 et tombe sous la direction du gouvernement central en 1972, lequel établit parallèlement en 1973 le Parc national du Kilimandjaro (KINAPA), à partir de 2 700 m, où toute pratique agricole est interdite. L'ensemble de la faune sauvage ayant disparu, on ne mise plus sur la chasse mais sur le tourisme ; les premières routes touristiques ouvriront quatre ans plus tard. En 1984, un ordre présidentiel interdit toute coupe en forêt sur l'ensemble du territoire et n'autorise que le ramassage de bois mort sur la *half-mile strip*. Finalement, en 1989, les forêts de montagne, landes, déserts alpins et les glaciers du Kilimandjaro – de 1 800 m au sommet – sont classés Patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco. Aujourd'hui, 300 gardes armés surveillent la forêt jour et nuit ; KINAPA est le plus rentable des parcs de Tanzanie avec 30 000 visiteurs/an (TANAPA, 2002). Lors de la création du parc, 22 % des revenus allaient aux populations locales contre 8 % aujourd'hui.



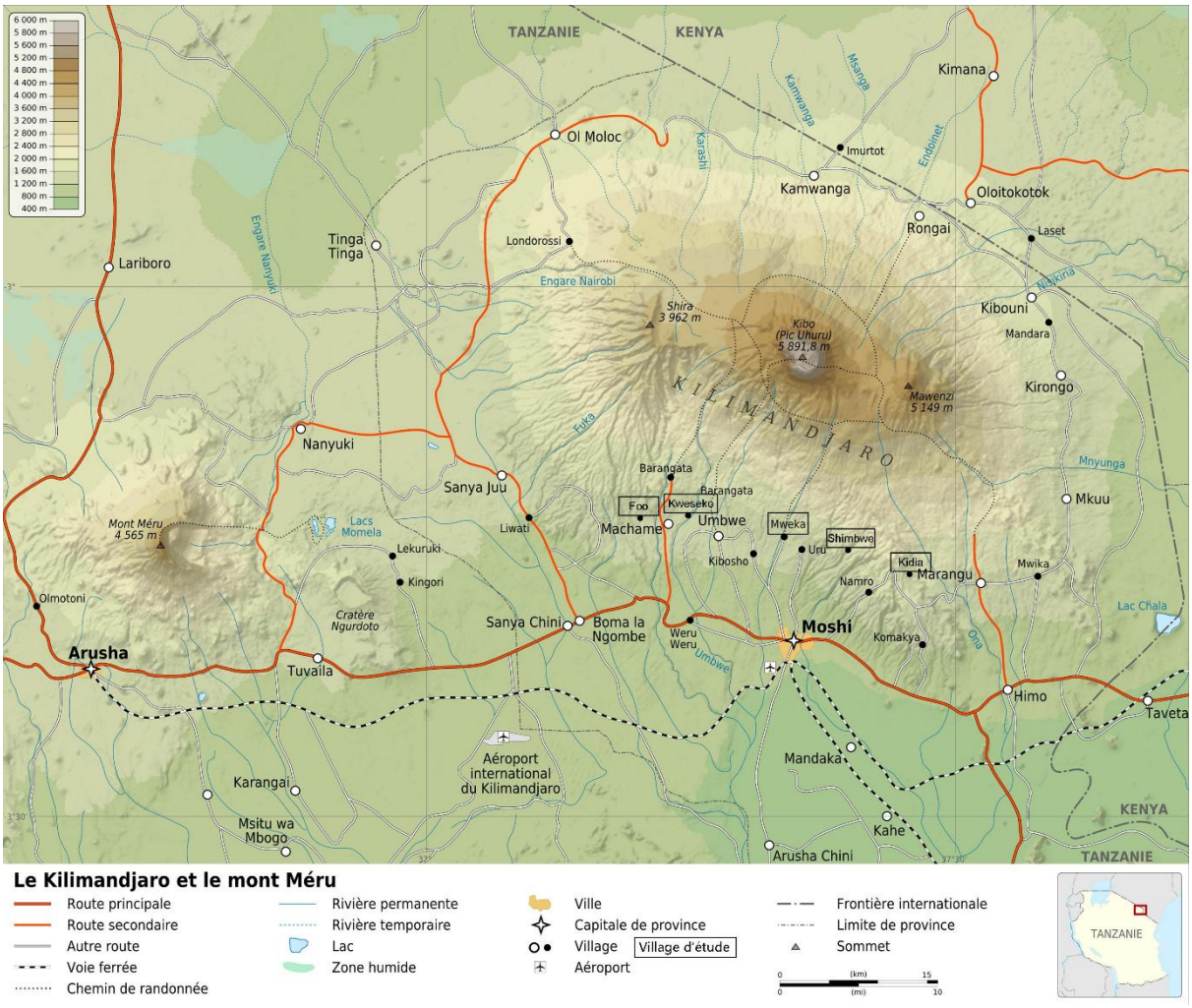
Source : Sébastien, 2006

Figure 1 - Schéma de coupe du Kilimandjaro

La montagne se retrouve alors saucissonnée : au piémont, pour l'aéroport et les vastes plantations gouvernementales de café et de maïs (Campbell, 1999), et en altitude par le parc national et les réserves forestières (fig. 1). Les populations se retrouvent prises en tenaille sur une étroite bande de terre, ne pouvant cultiver ni en altitude ni dans les basses terres, ce qui accélère la dégradation des sols et la pénurie d'eau (Mbonile, 2005). « Pour des raisons politiques ou économiques, la montagne s'est refermée sur ses populations comme un piège » (Charlery de La Masselière, 2003). C'est dans ce contexte que 50 familles chagga ont été rencontrées dans cinq villages différents, tous situés sur les pentes sud du Kilimandjaro et à haute altitude, souvent à la frontière de la zone interdite par le gouvernement (entre 2 500 et 3 000 m) : Shimbwe, Kydia, Mweka, Foo et Kweseko, chacun des villages étant séparés par une planèze[2]. Notre territoire d'étude est ici considéré comme une formation socio-spatiale, c'est-à-dire une entité géographique présente dans le sens commun et objectivée par la superposition des espaces vécus individuels, des entités écosystémiques et par une mosaïque d'organisations politiques et administratives (Di Méo, 2004). Ainsi ces villages représentent une formation socio-spatiale cohérente vis-à-vis de la ville de Moshi et ont été choisis pour leur répartition au sein de la zone sud de la montagne ainsi que pour leur haute altitude (fig. 2). Étant situés à la limite du parc national, les villageois sont les premiers témoins des deux changements majeurs liés à la ressource en eau : baisse de sa disponibilité et nouvelle politique. De plus, contrairement aux villages du piémont, ces villages d'altitude ont directement accès à plusieurs objets associés à l'eau comme les canaux d'irrigation, les sources, les rivières, les neiges, etc.

[2] Une planèze est un plateau basaltique qui résulte de l'érosion de coulées sur les flancs d'un volcan.

Figure 2 - Carte de localisation des villages d'étude



Source : Sémhur, Wikimedia commons, 2009, modifié par L. Sébastien

3 Présentation des acteurs

Notre étude de terrain, menée en 2007 et 2011, a été consacrée à l'analyse d'un acteur particulier : le paysan chagga. Cinquante familles chagga ont été interviewées, ceci afin d'obtenir un échantillon assez large et diversifié permettant de cerner les différents points de vue sur les problématiques étudiées. Notre échantillon se caractérise par des villageois(e)s de plus de 50 ans, ceci afin d'obtenir des éléments sur les changements territoriaux à la fois environnementaux et institutionnels sur le temps long.

Afin d'analyser l'évolution de l'identité territoriale des pentes du Kilimandjaro en lien avec la gestion de l'eau, des entretiens semi-directifs ont été également menés auprès d'acteurs clés du bassin de Pangani. Ces acteurs font partie de groupes constitués et sont issus des mondes associatif, industriel et institutionnel. L'ensemble des entretiens a été mené en compagnie d'un traducteur swahili-anglais. Le tableau suivant fait le point sur les 57 enquêtes menées.

Type d'acteur rencontré	Présentation de l'acteur
Paysan chagga	Personne de plus de 50 ans travaillant sur son *shamba* dans un village d'altitude (50 familles dans cinq villages d'altitude).
Village Officer	Responsable de l'administration d'un village au sein du District Council, en charge des différents comités de villages et de la gestion de la *half mile strip*[3].
Tanzania Association of Foresters (TAF)	Association travaillant sur la gestion durable des forêts auprès des populations locales, des membres du gouvernement et des professionnels.
Kilimanjaro National Park (KINAPA)	Parc national créé en 1977, d'une surface de 7 000 km^2 axé sur la gestion du tourisme sur la montagne.
Tanzanian Coffee Board (TCB)	Organisme gouvernemental créé en 2001 chargé de contrôler la production de café du pays.
Bonite Bottlers Inc.	Entreprise vendant l'eau en bouteille *Kilimanjaro Pure Drinking Water* depuis 1992.
Pangani Basin Water Office (PBWO)	Organisme gouvernemental chargé de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant de Pangani.

Tableau 3 - Présentation des acteurs interviewés sur les pentes sud du Kilimandjaro

Les entretiens semi-directifs ont comme objectif de renseigner l'Acteur en 4 Dimensions sur les empreintes territoriales individuelles des acteurs pour ensuite appréhender l'identité territoriale collective. Les verbatim servent à illustrer le propos et sont présentés en italique, suivis du nom de l'auteur ou du numéro de l'individu Chagga parmi les 50 rencontrés.

III Contexte de l'étude

1 Ce qui fait l'identité chagga sur le Kilimandjaro

- Leur jardin (*shamba*)

Les pentes du Kilimandjaro sont habitées par les Chagga, et ce, traditionnellement depuis des siècles. Paysans, ils cultivent leur *shamba*, lopin de terre accolé à la maison familiale qui se présente sous la forme d'un petit système agro-forestier, assurant à la famille bois, cultures vivrières et revenus (Ikegami, 1994). Comptant parmi les systèmes les plus productifs en Tanzanie tout en assurant le maintien de la richesse du sol, ces jardins familiaux ont longtemps suscité une certaine forme d'admiration, par leur organisation minutieuse et leur diversité (Huggins, 2000). Le *shamba* traditionnel représente un système complexe et évolué

[3] Bande forestière d'une largeur de 800 m, sur laquelle les villageois sont en théorie autorisés à ramasser le bois mort.

de polyculture multistrates où les arbres (plantés pour le bois, l'ombre et les fruits) abritent plants de banane et café sous lesquels on trouve des espèces sciaphiles[4] comme la patate douce ou les fèves (Hemp, 2006). Pour la culture vivrière, multifonctionnelle, la banane reste la culture par excellence dans les Hautes Terres. Cultivée toute l'année, elle se prépare de mille façons différentes, sert à la confection de la bière locale, conserve un prix stable sur le marché et ses feuilles sont utilisées pour l'alimentation du bétail.

Pour la culture de vente, au début du XX^{e} siècle, la colonisation force les paysans à intégrer un système marchand basé sur la production de café. Pouvant se cultiver dans chaque maisonnée, le café s'intégra rapidement aux systèmes agraires des versants sud et est du Kilimandjaro. La monétarisation de l'économie bouleverse les rapports de genre en inversant la répartition sexuelle du contrôle de l'argent : anciennement marginal, local et féminin, lié au marché des légumes, l'argent est massivement insufflé dans l'économie par le commerce du café, enjeu national et affaire d'hommes (Assier-Andrieu, 1990). La caféiculture impulse une modernisation rapide en termes d'infrastructures et s'accompagne d'une appropriation identitaire forte. Désormais comme l'affirment Bart, Mbonile et Devenne (2003), « être Chagga c'est produire du café ». Mais des blocages inhérents au système capitaliste apparaissent : concurrence foncière, dépendance des paysanneries aux intrants onéreux, aux coopératives, aux prix de vente décidés mondialement. La caféiculture chagga amorce un déclin dans les années 1980, et bien qu'elle continue de marquer de son empreinte les paysages du volcan, elle offre aujourd'hui l'image d'une activité « vestige » (Devenne, 1999). Aujourd'hui, le café est de plus en plus remplacé par le maïs, culture qui nécessite énormément d'eau, participe à l'érosion, ne supporte pas l'ombre et donc ne coïncide pas avec le système complexe agroforestier (Soini, 2005).

Qui plus est, la population chagga a quadruplé ces 50 dernières années, ce qui a entraîné une raréfaction des terres disponibles. Presque toutes les familles en souffrent, ce qui suscite des litiges dans beaucoup de cas. Les *shamba* sont divisés, subdivisés et quand ils deviennent trop petits pour nourrir une famille, les jeunes générations partent travailler dans la ville de Moshi (Moore, 2015). Même si la tradition veut que les populations chagga restent sur le Kilimandjaro, lieu considéré comme sacré, un seul enfant par famille peut vivre sur le *shamba* qui avec 0,6 hectare de moyenne (IUCN, 2009), atteint sa limite de viabilité. Malgré une émigration importante vers les cités, virtuellement le Kilimandjaro appartient toujours aux Chagga.

- Leur canal *(mifongo)*

Le *shamba* est irrigué par des canaux qui représentent l'emblème du paysage de la ceinture « banane-café ». Les systèmes traditionnels d'irrigation chagga sont décrits pour la première fois en 1880 par des explorateurs européens, très impressionnés par leur efficacité. Allemands et Anglais tentent de s'en rendre maîtres pour y apporter des changements, mais le système des canaux d'irrigation chagga demeure inébranlable (Lein, 2002). On recense environ 500 canaux (*mifongo*) sur le Kilimandjaro, certains datant du XVII^{e} siècle, qui alimentent en eau

[4] Espèces qui ont besoin d'ombre pour se développer.

des milliers de *shamba* pour l'irrigation et autres usages domestiques au travers d'un réseau complexe et élaboré *(*Tagseth, 2002*)*.

Le père Alexandre Le Roy, spiritain et observateur ethnographique du monde africain, écrit à propos des canaux du Kilimandjaro :

> « Les travaux d'irrigation chagga sont absolument remarquables, et en voyant ces prises d'eau cherchées parfois jusqu'au-delà de la grande forêt vierge, conduite sur le flanc des collines et le bord des précipices, amenées par des pentes insensibles jusqu'aux endroits voulus, gardées en des réservoirs, détournées ici ou là, divisées en mille petits canaux de manière à ce que chacun ait sa part, on se demande ce qu'un ingénieur européen aurait pu faire de mieux » (Le Roy, 1889).

Construction, gestion, travaux, droits d'eau, et usages du canal sont étudiés par des comités de canaux, présents dans chaque village, dont font partie l'ensemble des utilisateurs et les chefs de canaux, le plus souvent des membres du clan fondateur du canal principal. Les autorisations de prélèvement d'eau dépendent de la quantité d'eau disponible, du nombre de demandeurs, et de l'altitude. Comme souvent, ce sont les conditions hydrologiques et les techniques d'approvisionnement qui façonnent des stratégies sociales pour la distribution optimale de quantités restreintes d'eau (Bédoucha, 2011 ; Mosse, 2008). Un ordre social est retranscrit dans la gestion de l'eau, où des principes d'équité, d'ancienneté, d'appartenance sociale, ou de préséance religieuse, politique ou sociale s'observent.

L'entretien des canaux principaux s'effectue collectivement une fois l'an ; en revanche, chacun est responsable du bon fonctionnement du petit canal traversant sa parcelle, sauf quand de trop lourds travaux sont nécessaires. Si un utilisateur ne participe pas aux tâches communes, les autres membres vont prélever chez le fautif l'équivalent d'une journée de travail, soit un poulet ou une grappe de bananes, qu'ils cuisinent le soir même. Si le fautif persiste, il se verra retirer son droit à l'eau. Les conflits majeurs peuvent ensuite remonter au niveau du district si nécessaire. Mais les fraudes sont rares car chaque membre agit pour conserver son droit à l'eau ainsi que sa place au sein du groupe. Il s'agit ainsi d'un système équitable (car tous les usagers ont les mêmes droits), flexible – car le système est régi par des règles formelles et informelles – et durable – car chaque utilisateur participe à l'entretien et donc à la pérennité du système (Sébastien, 2007). Le comité de canal joue le rôle de plateforme politique en pays chagga, autour duquel s'organisent des processus de négociations, de dialogue, de communautarisme et de gouvernance. Contrairement aux domaines agricoles et forestiers où les acteurs extérieurs se sont interposés, le sort des canaux d'irrigation, quand ils existent encore, reste encore aux mains des seuls Chagga.

2 Politique de l'eau sur le Kilimandjaro

La gestion de l'eau en Tanzanie est régie selon la loi sur l'eau de 2002 (complétée par un décret en 2009 du ministère de l'Eau et de l'Irrigation), qui vient confirmer la politique de l'eau de 1991, laquelle mettait fin à l'ère de la gratuité de l'eau lancée en 1965 après l'indépendance. L'objectif est de donner accès à une eau de qualité à 90 % de la population dans un rayon de 400 m en 2025. Pour ce faire, l'État met en place des organismes de bassin et sous-bassins versants (River Basin Boards ; Basin Water Office) et fixe des régimes de

propriété individuelle et des tarifs pour l'eau (Jiménez et Perez-Foguet, 2010). Le gouvernement est l'acteur central décisionnel et le district est responsable de la mise en œuvre de la politique de l'eau sur son secteur. Mais ces deux lois successives ne portent pas leurs fruits car seuls 44 % des ménages tanzaniens ont accès à l'eau en 2009, un chiffre qui régresse même depuis les années 1970 (Madulu, 2003). Cette nouvelle politique de l'eau rencontre des résistances majeures de la part des usagers et se trouve critiquée par la communauté scientifique sur quatre points : la marchandisation, l'appropriation, la formalisation et la centralisation.

Dans de nombreux pays d'Afrique comme en Tanzanie, depuis la déclaration sur l'eau de Dublin en 1992, l'eau devient bien économique, un élément de la loi sur l'eau qui ne fait pas consensus (Van Koppen *et al.,* 2004). Pour les paysans chagga, l'eau étant un don de Dieu, le gestionnaire de la ressource devient son représentant ; il est donc tenu de gérer et protéger la ressource sacrée avec droiture et dans l'intérêt des créatures de Dieu, via les principes de solidarité et de partage des ressources. La marchandisation de la ressource va à l'encontre des croyances populaires et est considérée comme un sacrilège. Les scientifiques jugent que le gouvernement devrait se concentrer sur les quelques gros consommateurs d'eau plutôt que de ponctionner des milliers de petits exploitants pour de faibles consommations (Maganga *et al.*, 2004).

En second lieu, les droits de propriété sont considérés par les institutions comme essentiels dans la transformation d'une économie informelle et de la réduction de la pauvreté (Juma et Maganga, 2005). Les décideurs du secteur de l'eau en Tanzanie instituent alors des droits d'eau, système là aussi rejeté en bloc par les communautés, l'eau sacrée ne pouvant appartenir ni à un individu ni à l'État (Shaghude, 2006).

Troisièmement, la gestion de l'eau au Kilimandjaro en période précoloniale était une part importante du droit coutumier lequel s'assurait qu'aucun individu ne soit propriétaire d'une source d'eau mais bien la communauté en entier ; la distribution de l'eau se faisait au cas par cas, selon les différents types de demande et d'usages, mais l'eau de boisson était accessible à tous. Ces règles informelles flexibles et non écrites assuraient la gestion durable des différents points d'eau sur un territoire (Boesen *et al.,* 1999), règles non prises en compte ou déconsidérées par le gouvernement, ce qui a conduit à l'échec de la politique de l'eau pour plusieurs auteurs (Van Koppen *et al.,* 2004 ; Juma et Maganga, 2005). Le système légal tanzanien vise à faire disparaître le droit coutumier au profit de systèmes centralisés officiels, mais celui-ci réapparaît toujours sous une forme ou une autre (Moore, 2015). La communauté scientifique encourage alors la mixité entre systèmes formels et informels et le pluralisme légal pour gérer l'eau (Derman et Hellum, 2002 ; Katerere et Van Der Zaag, 2003).

Finalement, la notion de participation est essentielle dans une gestion durable et démocratique de l'eau. Elle permet de rebâtir de la confiance entre parties prenantes et d'assurer la conservation de la ressource en se basant sur les pratiques, représentations et savoirs en place (Dungumaro et Madulu 2003), atouts généralement ignorés par les gestionnaires sur le terrain (Maganga *et al.* 2004).

Du fait de ces quatre manques, la loi tanzanienne sur l'eau a engendré des résistances sociales et participé à l'aggravation des pénuries d'eau sur le Kilimandjaro (Mbonile, 2005). Les conflits de valeur morale prennent l'aspect d'un affrontement entre la légalité nationale et les légitimités locales, conduisant les populations à remettre en cause les institutions chargées d'appliquer le droit moderne de l'eau.

IV Résultats

1 Ce que nous disent les empreintes territoriales de l'A4D

- L'eau et les identités individuelles chagga

L'eau représente l'élément central de l'environnement chagga sous plusieurs formes. Les éléments phares cités par les populations sont d'abord les canaux d'irrigation, entités faisant du lien entre rapport social et rapport patrimonial sur la montagne, puis les sources, les rivières, les pluies, le glacier et les forêts d'altitude (lesquelles apportent l'eau selon les habitants). Au sein du rapport social, la méthode de l'A4D permet de souligner la forte dimension conflictuelle autour de la ressource en eau (fig. 3). Même si le paysan chagga cerne mal les rouages du jeu d'acteurs de son territoire et présente une marge de liberté limitée, il critique fortement de nombreux acteurs, institutions comprises, et identifie précisément ses opposants : le gouvernement, KINAPA, Water Authority, les pilleurs.

> « Water Authority nous fait payer l'eau, alors qu'elle appartient à la montagne ; c'est un sacrilège. », (ind. 3).

> « Depuis que le gouvernement a installé un tank d'eau, nous n'avons plus d'eau dans les canaux pour l'irrigation », (ind. 21).

> « On a le droit au bois mort dans une partie de la forêt mais on est arrêté par les gardes de KINAPA avant d'accéder à la forêt ! », (ind. 12).

Le paysan Chagga est lui-même beaucoup critiqué par les autres, ce qui lui vaut d'être impliqué dans de nombreux litiges significatifs et majeurs sur le territoire à propos de la déforestation, la pollution de l'eau, le morcellement des terres et les mentalités chagga.

> « Les villageois rasent la forêt, brûlent tout pour cultiver partout », (TCB).

> « Avec leur tradition de refuser de migrer, les Chagga vont tuer l'agriculture sur le Kilimandjaro », (PWBO).

Cette forte dimension conflictuelle n'empêche pas le paysan Chagga de porter un regard favorable à la concertation et de souhaiter se rapprocher de certains acteurs ; il s'implique alors dans l'action commune en participant aux différents comités de village :

> « Personne ne me le demande mais j'aimerais participer à la gestion de l'eau sur la montagne », (ind. 2).

> « Les gardes du parc KINAPA sont corrompus, nous battent et nous mettent en prison mais si c'est pour le bien de la forêt… », (ind. 8).

Il est très peu estimé en retour et ses atouts, comme les savoirs vernaculaires, les pratiques vertueuses ou la sensibilité environnementale, ne sont pas ou peu reconnus par les autres.

> « Ce sont des victimes à qui on empêche l'accès à l'eau, à la forêt et à une agriculture de qualité » (TAF).

> « Les canaux d'irrigation chagga sont inefficaces pour gérer la ressource en eau, manquant de technologies, de capital, de prix de l'eau » (PBWO).

Globalement, cet acteur se sent isolé, dépendant et non écouté ; il dit avoir les mains liées.

Pour ce qui est du *rapport patrimonial,* celui-ci est marqué par l'attachement des Chagga à de nombreuses entités territoriales, comme les canaux, les sources, le glacier, l'atmosphère et les forêts. « Je mourrai ici, quoiqu'il arrive » (ind. 43). Le Chagga dit ressentir les connections entre l'ensemble de ces entités ; un amour qui le rapproche de la prise en compte des systèmes écologiques complexes mais qu'il ne parvient pas à transmettre aux autres. Par contre il se dit éloigné d'objets appartenant à la société moderne comme les réservoirs d'eau (« eau moderne »), les arbres modernes, les vaches modernes et le tourisme, ce qui l'éloigne d'autant plus des acteurs forts. « Je déteste les arbres modernes ; ils assèchent nos sources » (ind. 27). Il identifie très précisément l'ensemble des menaces qui pèsent sur le territoire et présente des savoirs vernaculaires uniques sur l'évolution des ressources naturelles.

> « La forêt assure la protection de la montagne, de bonnes conditions climatiques, un sol fertile, un soleil modéré, et approvisionne les sources ; il faut la protéger à tout prix » (ind. 33).

> « Tous les canaux du village sont à sec, à cause de la déforestation en altitude » (ind. 6).

Le paysan Chagga attribue à la nature une valeur existentielle et est prêt à se sacrifier pour qu'elle perdure. Il tente à son échelle de s'engager dans des actions de préservation des canaux et de la forêt, mais même s'il limite ses impacts environnementaux, il est identifié comme celui qui dégrade par plusieurs autres acteurs. On l'accuse de surconsommation d'eau, pollution de l'eau par les activités agricoles, érosion des sols, braconnage, coupes de bois illégales, etc.

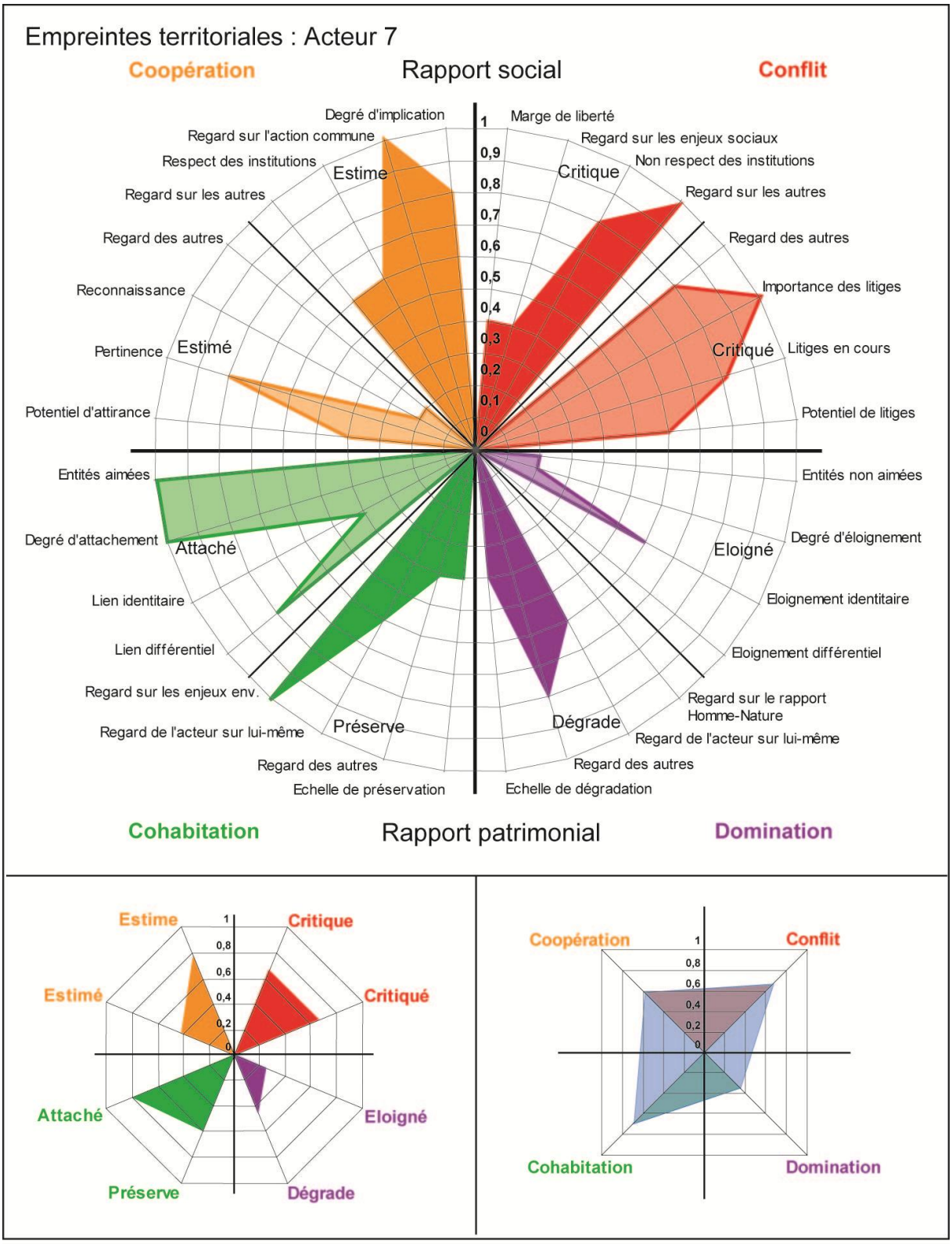


Figure 3 : Empreinte territoriale chagga

- L’eau et l’identité collective du territoire

L’analyse globale du jeu d’acteurs conduit à repérer les grands enjeux associés à l’hydrosystème. Arrive en tête la diminution de l’eau sur les pentes (baisse des débits des rivières, disparition des sources et des canaux), puis la fonte du glacier et les changements climatiques, suivis des conflits d’usage (autour de l’eau et du bois). Nos résultats concordent avec ceux de Madulu (2003) ou Mjwahuzi (2001), qui montrent que les populations rurales de la région du Kilimandjaro présentent des connaissances précises sur l’évolution des rivières et des sources mais expriment des perceptions disparates des causes du déclin de l’eau. La diminution de la ressource en eau est évoquée à l’unanimité comme problème majeur du territoire en lien avec la déforestation. Mais si tous les acteurs s’entendent sur l’objectif de protection de la forêt pour préserver la ressource en eau, ils sont en désaccord sur les moyens à mettre en œuvre, ce qui engendre des conflits de valeur morale dans un premier temps, puis d’usage lorsque les acteurs mettent en pratique leur idée de la conservation. Chacun approche les problèmes liés à la dégradation environnementale de son côté et si les scientifiques échangent parfois avec les élus, les associations comme les populations locales font rarement partie du jeu. Les habitants sont vus comme des gêneurs du milieu selon le gouvernement, qui recommande de mettre en place des programmes d’éducation pour apprendre aux Chagga à mieux gérer leur environnement. Les acteurs du territoire vivant dans des réalités sociales très différentes, les chances de travailler ensemble semblent pour l’instant compromises et les relations sociales sont peu susceptibles de modifier les liens qui nouent les acteurs à leur territoire.

La dimension conflit est prépondérante, les acteurs critiquant beaucoup les villageois, entreprises privées et institutions pour leurs impacts sur la ressource, au niveau quantitatif comme qualitatif. On repère cinq types de conflits autour de l’eau : la pollution de l’eau, la diminution des débits, la mauvaise gestion des canalisations, le prix de l’eau imposé et la corruption des décideurs. Les acteurs apparaissent pourtant attachés à certains objets hydrologiques, comme les rivières ou les sources et tentent de les préserver par le biais de la recherche, de la sensibilisation, de la reforestation ou de la gestion des canaux. Mais ce sont les conflits avant tout qui caractérisent les relations sociales autour de l’eau, peu motrice de coopérations sur notre territoire.

2 Le paradoxe de l’« eau moderne » en territoire chagga

À propos de l’évolution de la ressource en eau sur la montagne, 70 % de notre échantillon estime que la quantité d’eau disponible sur les pentes du Kilimandjaro est en constante diminution, ce qui se traduit par diverses formes : amenuisement des sources, baisse des flux et écoulement intermittent des rivières mais surtout assèchement des canaux.

Comme explication, arrive en tête ce que les Chagga nomment « l’eau moderne » ; en effet, pour 37 % de notre échantillon, les canaux d’irrigation se sont asséchés au moment de l’installation d’un réseau de canalisation acheminant l’eau de la forêt au centre du village.

« C'est le réseau d'eau courante qui récolte toute l'eau de la forêt ; je préférais mon canal d'irrigation à ce tank d'eau. En plus, on doit maintenant payer pour cette eau 2 000 shillings[5] par mois au gouvernement, alors que cette eau appartient à la montagne » (ind. 27).

Ainsi près des ¾ des familles de notre échantillon ne disposent pas, ou plus, de canaux d'irrigation dans leur *shamba*, avec de fortes disparités entre villages : les canaux d'irrigation subsistent là où l'eau courante n'a pas été installée. À Mweka et Shimbwe, sept familles sur dix bénéficient d'un canal mais pas de réservoir d'eau. À Kidia, Kweseko et Foo, aucun enquêté ne dispose d'un canal ; les familles peuvent s'approvisionner aux robinets d'eau dans le village mais ne peuvent plus irriguer leurs parcelles. Pour 80 % de ceux qui ne peuvent irriguer leurs cultures, un canal existait il y a peu de temps dans leur *shamba* qui s'est asséché récemment.

« Auparavant, si un enfant tombait dans un canal d'irrigation, il était emmené ! Un danger qui ne risque plus d'arriver aujourd'hui… » (ind. 26).

Après l'installation de l'eau moderne, est invoquée la déforestation sur le Kilimandjaro comme explication de la diminution de l'eau, pour 33 % des familles. Les Chagga assistent, disent-ils, à la déforestation progressive de la réserve forestière et de la *half mile strip*, déforestation qui serait organisée par les riches villageois, les maires et le parc KINAPA. « La forêt qui diminue, c'est le désert qui avance » (ind. 35). Pour 82 % de notre échantillon, l'eau du Kilimandjaro provient de sources qui naissent dans les forêts d'altitude ; ainsi les Chagga font-ils directement le lien entre déforestation et manque d'eau. Parallèlement à la déforestation, les Chagga critiquent la replantation « d'arbres modernes » (*modern trees*) par le gouvernement ou certaines ONG, des essences non indigènes qui, plantées en bord de rivières ou dans les zones de captage, désorganisent l'ensemble des milieux naturels d'altitude et consomment l'eau des sources de la montagne.

« Le problème, c'est la plantation des arbres modernes, les "mamasse", des essences qui pompent directement l'eau des sources » (ind. 38).

Les changements climatiques représentent la troisième cause invoquée par les Chagga (17 %) pour expliquer la diminution de l'eau, suivie de l'intensification des usages qui est pointée du doigt par les villageois (13 %). Cette pression anthropique se traduit selon les familles par la pression démographique, le morcellement des terres, les conflits de plus en plus violents entre villageois pour les différents usages de la ressource en eau.

« On est aujourd'hui très nombreux sur les pentes et on utilise trop d'eau, c'est tout. » (ind. 16).

« On doit retrouver une certaine humanité qui s'est perdue entre nous. » (ind. 24).

« Les populations des basses terres n'ont pas accès à une eau de qualité, et c'est à cause de nous. Ici, en altitude, on utilise beaucoup d'eau, et la population augmente rapidement. » (ind. 49).

[5] Equivalent à environ 1 euro.

On note une autocritique marquée chez les Chagga, lesquels remettent en perspective leur propre mode de gestion des ressources naturelles, ce qui traduit une identité sociale qui peine s'affirmer.

Quant à l'aspect qualitatif de la ressource en eau, il s'agit d'un problème récent créant des difficultés d'approvisionnement en eau potable et déploré par 55 % des familles rencontrées. On retrouve là aussi comme premier responsable « l'eau moderne » et la mauvaise gestion des canalisations, suivi de l'intensification des usages, des changements climatiques et finalement du tourisme, qui est ici spécifiquement pointé du doigt comme dégradant la ressource. Même s'il ne s'agit pas là d'un enjeu majeur pour les familles, 73 % de notre échantillon juge que le tourisme ne rapporte aucun bénéfice au village et qu'il est source de pollutions environnementales.

Alors que l'eau destinée à l'irrigation est gérée par des comités de canaux, il n'existe pas de système organisé gérant l'eau potable sur le territoire. Beaucoup boivent encore l'eau des canaux tandis que d'autres – essentiellement les femmes – marchent quotidiennement vers la source ou la rivière la plus proche, ce qui représente une dépense en temps et énergie considérable.

> « Je bois l'eau du canal, même si je sais que les gens y font leur lessive et que le bétail s'y abreuve. » (ind. 1).

> « Depuis que je n'ai plus de canal, je dois aller chercher de l'eau à la rivière quotidiennement ; je pars tôt le matin et reviens vers 14h. » (ind. 19).

Là où ont été installés des réseaux de canalisation pour alimenter en eau les villages, tous les habitants ne peuvent en assumer le coût, sans compter ceux qui refusent de payer pour un bien qui vient de Dieu.

> « L'entreprise Kiliwater[6] m'a coupé l'eau courante car je n'avais pas payé ; en effet, je crois qu'on ne doit pas payer pour un cadeau de Dieu. » (ind. 39).

> « L'eau du ciel appartient à Dieu et l'eau du canal aux membres du comité. » (ind. 5).

De plus en plus de familles s'arrangent alors avec leurs voisins pour leur consommation d'eau potable à partir de règles informelles, ce qui crée une nouvelle dynamique sociale d'approvisionnement en eau. L'arrivée de « l'eau moderne » crée alors de nombreux conflits dans les villages, entre le responsable du projet et les villageois, entre les riches et les pauvres ; des conflits d'usage et de valeur morale portant tant sur la qualité que la quantité d'eau.

> « Bientôt, il n'y aura plus de conflits car il n'y aura plus d'eau. » (ind. 6).

Le tableau suivant récapitule nos principaux résultats par rapport à notre approche théorique de la notion d'identité territoriale. Sur le plan social, c'est l'isolement qui caractérise la dimension individuelle, les Chagga se sentant non entendus par les autres et présentant une marge de liberté limitée ; et le conflit qui caractérise la dimension collective, les acteurs étant

[6] Entreprise instaurant dans les villages un service payant d'accès à l'eau.

à la fois très critiques et critiqués dans le jeu d'acteurs. Sur le plan spatial, l'attachement aux objets naturels marque l'identité individuelle, les Chagga intégrant la nature dans leur être et l'opposition entre tradition et modernité marque l'identité collective, les acteurs s'appuyant sur différents objets pour définir leur identité.

Identité territoriale	*Identité sociale*	*Identité spatiale*
Identité individuelle	Isolement	Attachement
Identité collective	Conflit	Tradition *vs* modernité

Tableau 4 : Résultats de l'A4D vis-à-vis de l'identité territoriale du Kilimandjaro

V Discussion

1 Rapport social : l'eau révèle les conflits entre tradition et modernité

Nos résultats montrent que la ressource en eau cristallise les conflits d'usage comme de valeur morale sur la montagne sacrée. À l'origine de ces litiges, l'opposition profonde entre « tradition » et « modernité ». On découvre un jeu d'acteurs divisés : d'un côté, les partisans d'une société moderne, d'une agriculture intensive, de nouvelles essences forestières, d'un développement touristique ou de l'installation systématique de « l'eau moderne » ; de l'autre, les partisans des activités traditionnelles, d'une certaine transmission des savoirs oraux, des petites parcelles agricoles, de l'agroforesterie, des comités de village ou des anciennes essences forestières. L'entité dont on parle le plus, en bien comme en mal : les activités traditionnelles, qui posent problème pour certains, garantes au contraire de l'identité et de la survie de la région pour d'autres. Il s'agit là d'un conflit de valeur morale qui se transforme rapidement en conflit d'intérêt, en conflit d'usage et qui donne lieu à des altercations parfois violentes entre protagonistes (Sébastien, 2010).

Selon Moles (1995), l'appropriation d'un lieu peut se faire selon deux comportements : l' « enracinement », quand un individu s'installe en un lieu qui devient le barycentre de sa vie, autour duquel il développe des lieux secondaires (travail, loisir); et l' « errance » qui se caractérise par des fréquences de passage à travers un territoire donné et qui peut développer chez celui qui la pratique un degré de connaissance de ce territoire aussi précise que chez les « enracinés », sans pour autant qu'il y attache de la valeur.

Sur notre territoire d'étude, les « enracinés » sont symbolisés par le monde des usagers, attribuant une valeur existentielle aux ressources naturelles, et à l'eau en particulier. Ils se disent très attachés au territoire et mobilisent de solides connaissances de terrain, basées sur l'expérience et la transmission des savoirs. L'eau sur le Kilimandjaro symbolise la vie ; ainsi, les rivières et sources doivent perdurer, non pas pour les humains mais pour la montagne. Les « errants » intègrent les mondes des associations et des institutions, des acteurs qui ne pratiquent pas le territoire au quotidien mais qui le connaissent bien. Ces acteurs attribuent

aux ressources naturelles des valeurs de legs, par laquelle on souhaite transmettre un environnement sain aux générations futures. Ils montrent des connaissances variées, à la fois scientifiques, institutionnelles et vernaculaires, ainsi qu'un attachement modéré à l'environnement[7]. En plus des enracinés et des errants (Moles, 1995), apparaissent sur le Kilimandjaro ce que nous appelons les « détachés », ceux qui pratiquent le territoire au quotidien, lequel ne représente qu'une base pour le développement de leurs activités. Les mondes de l'industrie, de l'agriculture, et du tourisme font partie des détachés ; ceux-là ne s'intéressent pas au territoire dans sa globalité, restent centrés sur leurs activités et l'environnement est avant tout valeur économique. L'eau est jugée sur sa valeur d'usage pour l'agriculture, la consommation humaine, les industries. Ceux qui identifient exclusivement cette valeur d'usage ne mobilisent que peu de savoirs sur l'évolution de l'hydrosystème sur le territoire. Ces positionnements divergents en termes de valeurs engendrent des comportements sur le territoire, desquels découlent de véritables conflits d'usage, où chacun se dit freiné dans ses activités par les actions des autres.

2 Rapport patrimonial : l'eau génère des attachements

Ce qui ressort de l'analyse du discours chagga est l'attachement voué aux éléments naturels les environnant, à savoir la rivière, les sources, le canal, le glacier et la forêt d'altitude. Même ceux qui travaillent en ville reviennent quand ils peuvent sur le *shamba* familial avec lequel ils gardent un lien fort, peu importe sa taille (William et Mungo, 2003). La notion d'attachement au lieu est définie comme un lien affectif positif entre les individus et leur environnement (Altman et Low 1992). Il implique une notion d'identité primordiale dans le rapport de l'individu à son environnement et à l'intérêt qu'il lui porte (Giuliani, 2002 ; Bonaiuto *et al.,* 2002). Comme par effet miroir au rapport social, les Chagga entretiennent des rapports de coopération avec leur environnement. Le vivant naturel semble être appréhendé par les Chagga comme une personne avec qui sont noués des rapports sociaux, des rapports qui, comme l'écrit Haudricourt (1962), « ne sont pas sans rappeler ceux que les hommes entretiennent entre eux à l'intérieur d'un groupe ».

Nous montrons que cet attachement aux objets hydrologiques engendre savoirs et pratiques liés à l'eau. À propos des savoirs, le Chagga mobilise une somme importante de connaissances sur son milieu naturel, notamment sur les liens existant entre hydrosystème et milieux forestiers d'altitude, des savoirs à la fois scientifiques et indigènes, les distinguer faisant peu de sens[8] (Adell, 2011). À propos des pratiques, les Chagga, qui sacralisent les ressources naturelles, telles que la forêt et les sources, sont prêts à aller jusqu'au sacrifice personnel pour les préserver. Ils acceptent en effet sans broncher la domination violente que leur fait subir le parc national, en se disant que c'est le prix à payer pour préserver la forêt[9] (Newmark et Leonard, 1991). Nos résultats rejoignent les travaux de nombreux auteurs qui soulignent le lien inhérent entre croyances des individus envers la nature et engagement pro-

[7] À noter : la valeur d'agrément n'est jamais évoquée par les acteurs des pentes du Kilimandjaro.

[8] Selon Descola (1986), l'ensemble des croyances et des mythes doit être considéré comme un savoir écologique des écosystèmes et des équilibres à respecter pour que tout se maintienne en état d'homéostasie.

[9] En réalité, le parc est centré sur la gestion touristique plutôt que sur la conservation.

environnemental (Steg et Sievers, 2000), entre attachement au lieu et engagement vis-à-vis de celui-ci (Vaske et Kobrin, 2001).

Si l'attachement individuel chagga engendre des connaissances riches et des pratiques durables, qu'en est-il au niveau collectif ? Pour plusieurs auteurs, l'attachement au lieu est d'abord une affaire collective ; il est d'ailleurs souvent évoqué dans la littérature comme un lien social (Mesch et Manor, 1998), la terminologie la plus employée étant « attachement à la communauté ». L'attachement collectif sur le Kilimandjaro se traduit dans les comités de canaux, connus pour leur gouvernance locale efficace assurant la pérennité de la ressource (Devenne, 1999). On retrouvait aussi cet attachement collectif du temps où les Chagga géraient les forêts villageoises jusque dans les années 1940. La gestion de ce territoire forestier avait engendré au village des groupes de discussion, de travail, d'organisation, et les relations entre acteurs s'en étaient trouvé enrichies. Dans ces deux cas, la gestion des ressources naturelles est sous la responsabilité du groupe et les règles villageoises poussent chaque individu à ne pas commettre d'impair envers la communauté. Selon Ostrom *et al.* (1999), nombreux sont les exemples de communautés qui ont prouvé leur aptitude à une gestion durable des ressources naturelles, à partir de l'établissement d'un régime de propriété commune et d'une série de règles sociales.

Mais organisation sociale et gestion des ressources naturelles sont aujourd'hui dissociées avec la reconfiguration du paysage socio-spatial sur la montagne. Même si individuellement, la famille Chagga reste attachée aux ressources, le fait que cet attachement soit isolé perturbe les savoirs comme les pratiques sur la montagne. On a vu que l'installation de l'« eau moderne » a défait du lien social notamment avec l'assèchement des canaux. Mais tout autant préoccupant à notre avis, « l'eau moderne » n'a pas tenu compte de l'attachement que les Chagga vouaient à leurs ressources. Selon Casciarri et Van Aken (2013), le sacré, associé aux eaux « traditionnelles », ne disparaît pas avec l'apparition de l'eau « moderne », c'est-à-dire industrialisée, urbanisée, centralisée. Le sacré revêt alors de nouvelles formes, avec des mythes abordant l'État, le citoyen, le progrès, la modernité. Sur le Kilimandjaro, « l'eau moderne » est associée à une forme de malédiction mais n'a pas (encore ?) créé de nouveaux attachements. Subsiste le clivage entre approche socio-économique de l'eau et approche symbolique.

Conclusion

C'est le mot « adaptation » qui revient dans l'ensemble des publications scientifiques concernant les Chagga, les populations ayant su mobiliser durant leur histoire des ressources multiples offertes par la montagne en associant des combinaisons de production et une pluriactivité en perpétuelle évolution. La capacité d'adaptation des Chagga, et les processus d'adaptation mis en place – qui marquent à la fois le territoire et la société – donnent à voir les traces de fonctionnements passés et les indicateurs de l'influence des pratiques contemporaines. Après la dépossession des domaines agricole et forestier, c'est au tour de l'eau et de ses changements environnementaux et institutionnels de demander aux Chagga de s'adapter une nouvelle fois. Car ce sont désormais plusieurs entreprises appuyées par le

gouvernement, comme Kiliwater ou Bonite Bottlers qui ont la mainmise sur la ressource en eau, une évolution qui a bouleversé l'identité territoriale chagga.

Avant de tenter d'appréhender l'identité territoriale collective, nous avons souhaité explorer la dimension individuelle des identités existant sur les pentes sud du Kilimandjaro et ainsi donner toute leur place aux identités personnelles qui ont longtemps été le parent pauvre des travaux géographiques. La notion d'identité territoriale est ici approchée comme un système socio-spatial et la ressource en eau comme un élément au cœur de ce système. Le modèle conceptuel d'analyse Acteur en 4 Dimensions nous permet de décortiquer l'identité territoriale en évaluant sur un territoire les différents rapports sociaux et patrimoniaux des acteurs. Une des forces du modèle réside dans sa capacité à passer d'entretiens semi-directifs à une objectivation du discours et d'allier données quantitatives et qualitatives. En effet, nous postulons que c'est la combinaison des approches quantitatives et qualitatives, très peu présente dans la littérature, qui s'avère la plus pertinente scientifiquement pour approfondir la notion d'identité territoriale.

L'analyse de la place de l'eau dans l'identité territoriale permet de mettre le doigt sur l'opposition fondamentale entre tradition (portée par les « enracinés » et représentée par les canaux d'irrigation) et modernité (portée par les « détachés » et représentée par « l'eau moderne »). Face au bouleversement territorial qui s'opère sur la montagne, les « détachés » accusent les Chagga d'être responsables de la dégradation environnementale généralisée par leur pratiques agricoles ; tandis que les « enracinés » accusent les nouveaux arrivants de voler les ressources naturelles et de transformer le paysage à des fins purement économiques. Le paysan chagga ne semble plus avoir sa place sur les pentes du Kilimandjaro, les autres acteurs l'accusant de consommer trop d'espace sur la montagne. Même s'ils tiennent toujours à sa pérennité, les habitants se sentent déresponsabilisés vis-à-vis du milieu naturel, ce qui impacte tant les rapports sociaux que patrimoniaux. Ce qui faisait la spécificité culturelle des lieux (basée sur la gestion des canaux et de la forêt villageoise) n'est plus, et un nouveau rapport à l'eau s'installe sur le Kilimandjaro. Le processus de collecte de données effectuée dans un village voisin, Uraa, où la majorité des habitants dispose d'un robinet d'eau courante, est à cet égard illustratif : les villageois ne savaient pas si l'eau diminuait ou non, ne se sentaient pas concernés par la pollution de l'eau et n'avaient pas d'avis sur la fonte du glacier. Nous montrons que l'arrivée de « l'eau moderne » sur les pentes du Kilimandjaro a modifié les représentations, savoirs et pratiques locales, ce qui impacte directement l'identité territoriale.

L'eau est ici au cœur du système socio-patrimonial et la dimension de l'attachement ne doit pas être sous-estimée car elle est directement reliée aux savoirs et aux pratiques. L'eau est donc à la fois un vecteur de pouvoir et de relations sociales mais aussi de patrimoine et d'attachement. Au travers du modèle A4D et de sa réflexivité, nous avons montré que l'eau sous toutes ses formes engendre des relations affectives fortes au territoire, lesquelles sont porteuses de savoirs et de pratiques spécifiques. Nier les liens affectifs des acteurs aux objets du territoire perturbe l'identité même du territoire en question. Sur le Kilimandjaro, nous montrons que les représentations (ex. : attachement aux sources) comme les pratiques (ex. : comités de canaux) traditionnelles sont ignorées ce qui induit inévitablement une perte

d'identité territoriale. La montagne-monde devient un lieu de projets, sans que la relation identificatoire entre individus et lieux soit durable ou/et stable.

Bibliographie

Adell N., 2011 - *Anthropologie des savoirs*. Paris : Armand Colin.

Alphandéry P. et Bergues M., 2004 - « Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot ». *Ethnologie française,* vol. 34, n° 1, p. 5-12.

Altman I. et Low S., 1992 - *Place Attachment*. New York : Plenum Press.

Arendt H., 1961 - *Condition de l'homme moderne*. Paris : Agora.

Assier-Andrieu L., 1990 - « La Dimension juridique d'une anthropologie de la durée ». *L'Homme,* vol. 30, n° 115, p. 121-128.

Bart F., Mbonile M.J. et Devenne F., 2003 - *Kilimandjaro : montagne, mémoire, modernité*. Pessac : Presses Universitaires de Bordeaux.

Barth F., 1969 - *Ethnic groups and boundaries*. Londres : Georges Allen & Unwin.

Bédoucha G., 2011 - *Les liens de l'eau. En Brenne, une société autour de ses étangs*. Paris : MSH/Éditions Quae.

Berque A., 2004- « Milieu et identité humaine ». *Annales de géographie*, n° 638-639, p. 385-399.

Boesen JF., Maganga F. et Odgaard R., 1999- "Rules, norms, organizations and actual practices in relation to land and water management in Ruaha River Basin, Tanzania". In : T. Granfelt (dir.), *Managing the globalized environment: local strategies to secure livelihoods,* Londres : Intermediate Technology Publications, p. 114-132.

Bonaiuto M., Carrus G., Martorella H. et Bonnes M., 2002 - "Local identity processes and environmental attitudes in land use changes: the case of natural protected areas". *Journal of Economic Psychology*, vol. 23, n° 5, p. 631–653.

Brubaker R., 2001 - Au-delà de l'identité. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 139, p. 66-85.

Budds J., 2009 - "Contested H2O : Science, policy and politics in water resources management in Chile. *Geoforum,* vol. 40, n° 3, p. 418-430.

Campbell D.J., 1999 - "Development and change in Mount Kilimanjaro area of Kijiado district, Kenya". *Les Cahiers d'Afrique de l'Est,* n° 16 « Mount Kilimanjaro-Land and Environmental Management », p. 59–69.

Casciarri B. et Van Aken M., 2013 - "Anthropologie et eau(x) affaires globales, eaux locales et flux de cultures », *Journal des anthropologues,* 2013/1, n° 132-133, p. 15-44.

Charlery de la Masselière B., 2003 - « Populations, territoire et relance caféière au Kilimandjaro ». In : C. Montagnon, *Cafés : terroirs et qualités.* Versailles : Éditions Quae, p. 51-65.

Crozier M. et Friedberg E., 1977 - *L'acteur et le système.* Paris : Le Seuil.

Debarbieux B., 2007 - « Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie ». *L'Espace géographique*, vol. 35, n° 4, p. 340-354.

Derman B. et Hellum A., 2002 - "Neither tragedy nor enclosure: Are there inherent human rights in water management in Zimbabwe's communal lands?". *The European Journal of Development Research,* vol. 14, n° 2, p. 31-50.

Descola P., 1986 - *La nature domestique : symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*. Paris : Maison des sciences de l'homme.

Devenne F., 1999 - *Mutations agricoles et gestion des ressources au Kilimandjaro*. Thèse de doctorat de géographie, Université Paris X-Nanterre.

Di Méo G., 2004 - « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités ». *Annales de géographie,* vol. 113, n° 638-639, p. 339-362.

Donnadieu G., 2002 - *La systémique : penser et agir dans la complexité*. Rueil Malmaison : Ed. Liaisons.

Dungumaro E.W. et Madulu N.F., 2003 - "Public participation in integrated water resources management: the case of Tanzania". *Physics and Chemistry of the Earth, Parts A/B/C* 28, n° 20, p. 1009-1014.

Entrikin N., 1991 - "*The betweenness of place towards a geography of modernity"*. Baltimore : John Hopkins University Press.

François H., 2006 - « Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources ». *Revue d'économie régionale et urbaine,* n° 5, p. 683-700.

Giuliani M.V., 2002 - "Theory of attachment and place attachment". In : M. Bonnes, T. Lee et M. Bonaiuto (dir.), *Psychological Theories for Environmental Issues*, Aldershot, Ashgate, p. 137–170.

Guérin-Pace F., 2007 - « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires ». *L'Espace géographique*, vol. 35, n° 4, p. 298-308.

Haudricourt A., 1962- « Domestication des animaux, culture des plantes et traitement d'autrui ». *L'Homme,* vol. 2, n° 1, p. 40-50.

Hay S.I., Cox, J., Rogers, D.J., Randolph, S.E., Stern, D.I., Shanks, G.D., Myers, M.F. and Snow, R.W., 2002 - "Climate change and the resurgence of malaria in the East African highlands". *Nature*, n° 415, p. 905-909.

Hemp A., 2006 - "The banana forests of Kilimanjaro: biodiversity and conservation of the Chagga homegardens". *Biodiversity and Conservation*, n° 15, p. 1193-1217.

Huggins C., 2000 - *Rural water tenure in East Africa: A comparative study of legal regimes and community responses to changing tenure patterns in Tanzania and Kenya*. Nairobi, Kenya African Centre for Technology Studies.

Ikegami K., 1994 - "The traditional agro-sylvopastoral complex system in the Kilimanjaro region, and its implications for the Japanese-assisted lower Moshi irrigation project". *African Study Monograph*, vol. 15, n° 4, p. 167-176.

International Union for Conservation of Nature and Naturals Resources (IUCN) 2009 - Eastern African Programme 2009 - *The Pangani River Basin: a situation analysis*, 2e édition. Nairobi : IUCN-ESARO Publications service unit, 104 p.

Jiménez A. et Pérez-Foguet A., 2010 - "Challenges for water governance in rural water supply: lessons learned from Tanzania". *Water Resources Development*, vol. 26, n° 2, p. 235-248.

Jolivet M.J. et Léna P., 2000 - « Des territoires aux identités ». *Autrepart*, n° 14, p. 5-16.

Juma I.H. et Maganga F.P., 2005 - "Current reforms and their implications for rural water management in Tanzania". Proceedings of the international workshop : *African water laws: Plural legislative frameworks for rural water management in Africa*, Johannesburg, 26-28 janvier 2005, p. 26-28.

Katerere M.J. et Van Der Zaag P., 2003 - "Untying the 'knot of silence' making water policy and law responsive to local normative systems". In: *History and future of shared waterressources*. ("Technical documents in hydrology, PC/CP series", n° 6), Paris : Unesco-IHP-WWAP.

Kivumbi C.O. et Newmark W.D., 1991 - "History of half mile forest strip on Mount Kilimanjaro". In : W.D. Newmark (dir.), *The conservation of mount Kilimanjaro*, Gland, (Suisse)-Cambridge (UK), International Union for Conservation of Nature and Naturals Resources (IUCN), p. 81-86.

Lamprey R.H. et Michelmore M., 1991- "Changes in the boundary of the montane rainforest on Mount Kilimanjaro between 1958 and 1987". In : W.D. Newmark (dir.), *The Conservation of Mount Kilimanjaro*, Gland, (Suisse)-Cambridge, (UK), International Union for Conservation of Nature and Naturals Resources (IUCN), p. 9-15.

Le Roy A., 1889 - *Au Kilima-Ndjaro, Afrique Orientale*. Paris : L. de Soye et Fils, Imprimeurs.

Lein H., 2002 - "Migration, irrigation and land use changes in the lowlands of Kilimanjaro, Tanzania". In : J.O. Ngana (dir.), *Water resources management: The case of Pangani River Basin*, Londres : Dar es Salaam University Press, p. 28-38.

Madulu N.D., 2003 - "Linking poverty levels to water resource use and conflicts in rural Tanzania". *Physics and chemistry of the Earth, Parts A/B/C,* vol. 28, n° 20-27, p. 911-917.

Maganga F., Hilda L.K., Juma I.H. et Butterworth J.A., 2004 - "Implications of customary norms and laws for implementing IWRM: findings from Pangani and Rufiji basins, Tanzania". *Physics and chemistry of the Earth, Parts A/B/C,* vol. 29, n° 15, p. 1335-1342.

Manzo L.C. et Perkins D.D., 2006 - "Finding common ground: The importance of place attachment to community participation and planning". *Journal of Planning Literature*, vol. 20, n° 4, p. 335-350.

Mbonile M.J., 2005 - "Migration and intensification of water conflicts in the Pangani Basin, Tanzania". *Habitat International,* vol. 29, n° 1, p. 41-67.

Melé, P., 2003 - « Introduction : conflits, territoires et action publique », *in* P. Melé, C. Larrue et M. Rosemberg (dir.), *Conflits et territoires.* Tours : Presses Universitaires François Rabelais, p. 13-32.

Mesch, G.S. and Manor, O., 1998 – "Social ties, environmental perception, and local attachment". *Environment and behavior*, *30*(4), p.504-519.

Micoud A., 2000 - « Entre Loire et Rhône, ou comment des objets naturels peuvent faire du lien », *in* A. Micoud & M. Peroni, *Ce qui nous relie.* La Tour d'Aigues : Ed. de l'Aube, p. 227-239.

Mjwahuzi M., 2001 - "Water use conflicts in the Pangani Basin". In : J. Ngana (dir.*), Water resources management in the Pangani River Basin: Challenges and opportunities,* Dar es Salaam : Dar es Salaam University Press, p. 128-137.

Moine A., 2006 - « Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie ». *L'Espace géographique,* vol. 35, n° 2, p. 115-132.

Moles A., 1995 – « Vers une psycho-géographie ». In : A. Bailly, R. Ferras et D. Pumain (dir.), *Encyclopédie de géographie*. Paris : Economica, p. 159-187.

Moore S.F., 2015 – "Customary Law in One Area of 20th Century Africa: The Chagga of Kilimanjaro in Tanzania". *Diogenes*, *60*(3-4), pp.166-176.

Mosse D., 2008 - "Epilogue: The cultural politics of water. A comparative perspective". *Journal of Southern African Studies,* vol. 34, n° 4, p. 939-948.

Mwageni J.H., 1992 - "Development of a protected area system in Tanzania". In : W. Lusigi (dir.), *Managing protected areas in Africa*. Paris : Unesco, p. 18-28.

Newmark W.D. et Leonard N.L., 1991 - "Attitudes of local people toward Kilimanjaro National Park and Forest reserve". In : W.D. Newmark (dir.), *The conservation of Mount Kilimanjaro,* Gland, (Suisse)-Cambridge (UK), International Union for Conservation of Nature and Naturals Resources (IUCN), p. 87-96.

United Nations Environment Program (UNEP), 2004 - *Overview of shorelines changes in the Western Indian Ocean Region*. Nairobi : PNUE, 78 p.

Ostrom E., Burger, J., Field, C.B., Norgaard, R.B. and Policansky, D., 1999 - "Revisiting the commons: local lessons, global challenges". *Science,* vol. 284, n° 5412, p. 278-282.

Price M.F. et Butt N., 2000 - *Forests in sustainable mountain development: a state of knowledge report for 2000*. International Union of Forest Research Organizations (IUFRO), IUFRO 5, Research series, Wallingford: Centre for Agricultural Bioscience International (CABI) Publishing, 590 p.

Proshansky H.M., Fabian A. et Kaminoff R., 1983 - "Place identity: physical world and socialization of the self". *Journal of Environmental Psychology*, vol. 3, n° 1, p. 57–83.

Ratiu E., 2003 - « L'évaluation de l'environnement ». In : G. Moser, K. Weiss, (dir.), *Espaces de vie. Aspects de la relation homme–environnement,* Paris : Armand Colin, p. 85-112.

Relph E., 1976 - *Place and Placelessness*. Londres : Pion.

République unie de Tanzanie (RUT), Ministère de l'eau et du développement de l'élevage, 2002 - *National Water Policy*. Dar es Salaam : RUT.

Ripoll F. et Veschambre V., 2005 - « Introduction. L'appropriation de l'espace comme problématique ». *Norois. Environnement, aménagement, société*, vol. 195, n° 2, p. 7-15.

Sébastien L., 2006 - *Humains et non-humains en pourparlers : l'Acteur en 4 Dimensions Proposition théorique et méthodologique transdisciplinaire favorisant l'émancipation de nouvelles formes de gouvernances environnementales Application au domaine de l'eau sur trois territoires : la Plaine du Forez, les pentes du Kilimandjaro et les Barthes de l'Adour*. Thèse de doctorat, École des Mines de St-Étienne.

Sébastien L., 2007 - « Relations homme-nature en milieux d'altitude : quand la durabilité est une question de survie ». *Cahiers de l'Afrique de l'Est,* n° 34 « Gestion des ressources naturelles », p. 57-86.

Sébastien L., 2010 - "The Chagga people and environmental changes on Mount Kilimanjaro: Lessons to learn". *Climate and Development,* vol. 2, n° 4, p. 364-377.

Sébastien L., 2014 - « Le territoire, un système socio-patrimonial décrypté par le modèle de l'Acteur en 4 Dimensions ». *Nouvelles perspectives en sciences sociales : revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles*, vol. 10, n° 1, p. 283-329.

Serres M., 1992 - *Le contrat naturel*. Paris : Flammarion, 51 p.

Shaghude Y.W., 2006 - "Review of water resource exploitation and land use pressure in the Pangani river basin". *Western Indian Ocean Journal,* vol.5, n° 2, p. 195-207.

Soini E., 2005 - "Land use patterns and livelihood dynamics on the slopes of Mount Kilimanjaro, Tanzania". *Agricultural systems,* n° 85, p. 306-323.

Steg L. et Sievers I., 2000 - "Cultural theory and individual perceptions of environmental risks". *Environment and Behavior,* vol. 32, n° 2, p. 250-269.

Stock M., 2006 - « Construire l'identité par la pratique des lieux ». In : A. De Biase et C. Rossi (dir.), *Chez nous. Territoires et identités dans les mondes contemporains*, Paris : Éditions de la Villette, p. 142-159.

Stokols D. et Shumaker S.A., 1981 - "People in places. A transactional view of". In : J. Harvey (dir.), *Cognition, social behavior and the environment,* Hillsdale (NJ) : Lawrence Erlbaum Associates, p. 441-488.

Strang V., 2005 - "Common Senses: Water, Sensory Experience and the Generation of Meaning". *Journal of Material Culture*, vol. 10, n° 1, p. 92-120.

Tagseth M., 2002 – "Local practices and changes in farmer-managed irrigation in the Himo Catchment, Kilimanjaro". In : J.O. Ngana (dir.), *Water resources management. The case of Pangani River Basin: Issues and approaches,* Dar es Salaam, Dar es Salaam University Press, p. 48–63.

Tanzania National Parks (TANAPA), 2002 - *TANAPA annual report 2001-2002*, Arusha, TANAPA, 35 p.

Taylor C., 1998 - *Les Sources du moi*. Paris : Le Seuil.

Thompson L.G., Mosley-Thompson E., Davis M.E., Henderson K.A., Brecher H.H., Zagorodnov V.S., Mashiotta T.A., Lin P.N., Mikhalenko V.N., Hardy D.R. and Beer J., 2002 - "Kilimanjaro Ice Core Records: Evidence of Holocene Climate Change in Tropical Africa". *Science,* vol.298, n°5593, p. 589-593.

Van Koppen B., Sokile, C.S., Hatibu, N., Lankford, B.A., Mahoo, H. and Yanda, P.Z., 2004 - *Formal Water Rights in Rural Tanzania: Deepening the Dichotomy?* Working paper 71, Colombo (Sri Lanka), International Water Management Institute.

Vaske J.J. et Kobrin K.C., 2001 - Place attachment and environmentally responsible behavior. *The Journal of Environmental Education,* vol. 32, n° 4, p. 16-21.

William C. et Mungo P., 2003 - "*The implications of land use change on forests and biodiversity: A case of the 'half mile strip' on Mount Kilimanjaro, Tanzania".* LUCID Project, Working paper n° 30, Nairobi, International Livestock Research Institute.

Yanda P.Z. et Shishira E.K., 2001 - "Forestry conservation and resource utilisation on Southern slopes of Mount Kilimanjaro: Trends, conflicts and resolutions". In : *Water management in Pangani River Basin: challenges and opportunities,* Dar es Salaam, Dar es Salaam University Press, p. 104-117.

Zolongo S.A., Kiluvia S. et Mghase G., 2000 - *Umbwe Onana PRA report*. Moshi : Traditional Irrigation and Environmental Development Organization, 46 p.

Résumé

Notre objectif est ici d'étudier l'évolution d'une identité territoriale au prisme de bouleversements environnementaux et institutionnels liés à la ressource en eau. Le mont Kilimandjaro et ses habitants, les Chagga, sont marqués par deux enjeux majeurs la concernant : la baisse de sa disponibilité et la nouvelle politique de l'eau amenant modernisation, marchandisation, privatisation et centralisation de la ressource. La notion d'identité territoriale est appréhendée en tant que système socio-patrimonial, empreint de rapports sociaux (relations entre acteurs) et patrimoniaux (relations aux objets naturels et culturels). Le modèle de l'Acteur en 4 Dimensions offre un support méthodologique permettant de décortiquer un territoire en système socio-patrimonial à partir d'entretiens semi-directifs et de différencier les identités individuelles et collectives, sociales et spatiales. Nous testons l'hypothèse selon laquelle un objet territorial comme l'eau peut être porteur de relations sociales comme de liens affectifs au territoire, et que nier ces attachements peut modifier l'identité territoriale. Au niveau social, nous mettons en exergue une opposition fondamentale entre tradition (portée par les *enracinés*, représentée par les canaux d'irrigation) et modernité (portée par les *détachés*, représentée par « l'eau moderne »). Au niveau patrimonial, l'eau engendre des attachements porteurs de savoirs, pratiques et représentations spécifiques, niés par les nouveaux gestionnaires des ressources naturelles. Ce qui faisait la spécificité culturelle des lieux (la gestion villageoise des canaux) n'est plus et un nouveau rapport à l'eau s'installe sur le Kilimandjaro perturbant grandement l'identité territoriale chagga.

Mots clés : Chagga, Kilimandjaro, Tanzanie, identité, territoire, attachement, conflit, social, patrimonial, eau

Abstract

How can modernity alter identity? Study of the Chagga facing new water management on mount Kilimanjaro

Our objective is to study the evolution of a territorial identity in relation to environmental and institutional changes over a natural resource, water. Mt. Kilimanjaro and its inhabitants, the Chagga, are facing two major challenges: the decline in water availability and the new water policy leading to modernization, commodification, privatization and centralization of the resource. The notion of territorial identity is understood as a socio-spatial system, embedded in social relations (relations between actors) and spatial relations (relations with natural and cultural objects). The 4-Dimensional Actor model offers a methodological support to dissect a territory in a socio-spatial system using semi-directive interviews and to differentiate between individual and collective, social and spatial identities. We test the hypothesis according to

which a territorial object like water can carry social relations as well as emotional ties to the place, and that denying these attachments can change the territorial identity. On the social level, we highlight a fundamental opposition between tradition (carried by the rooted actors defending irrigation channels) and modernity (carried by the detached actors defending "modern water"). At the spatial level, water generates attachments that carry specific knowledge, practices and representations, denied by the new water managers. For a long time, the village management of the canals made the cultural specificity of the territory, but the new water rules on the Kilimanjaro today greatly disrupt the Chagga territorial identity.

Keywords: *Chagga, Kilimanjaro, Tanzania, identity, territory, place attachment, water, conflict*